

Pourquoi Bouteflika ne doit pas être réélu

Par Saâd Lounes*

Lawrence d'Arabie, l'agent britannique qui incita les Arabes du Golfe à se révolter contre les Turcs au début du XX^e siècle, écrivait : « Les Arabes sont encore plus instables que les Turcs. Si nous savons nous y prendre, ils resteront à l'état de mosaïque politique, un tissu de petites principautés jalouses, incapables de cohésion. »

Un siècle plus tard, tous les émirats du Golfe accueillent servilement les bases américaines et Bagdad est de nouveau tombée aux mains des Anglo-Saxons après seulement deux jours de trahison de ses dirigeants, alors qu'il leur a fallu quatorze jours de combat pour prendre le contrôle de deux petites routes du petit port d'Oum Qasr défendu par des patriotes. L'histoire n'est-elle pas un éternel recommencement, dit-on ?

Les motivations pétrolières, la préparation et le lancement médiatique de cette nouvelle guerre de colonisation n'ont jamais été un mystère. L'impudence et l'allégeance des dirigeants arabes et du Président algérien non plus. Bouteflika clame publiquement, avant et après la guerre, que les Etats-Unis sont ses amis. Il est donc temps pour les Algériens de réfléchir sérieusement sur le destin que leur réserve ce Président-candidat, qui prépare, toute honte bue, un deuxième mandat.

Bouteflika avait réussi à se faire admettre par la population, dont la majorité composée de jeunes ne le connaissent pas, en ressasant à chaque discours de campagne son passé glorieux de militant nationaliste. Il est à présent en train de l'insulter tous les jours, de même que l'histoire glorieuse de notre pays. Ses vingt dernières années passées dans les palais des Emirats arabes collaborateurs des Etats-Unis l'ont transformé en admirateur zélé de la puissance américaine.

Il n'a à son actif, depuis son arrivée au pouvoir, que l'augmentation des revenus dus à l'augmentation des prix du pétrole, liée à une nouvelle cohésion de l'OPEP à laquelle il a participé. L'œuvre de réconciliation nationale ne peut pas lui être attribuée puisqu'elle a été initiée par Zeroul et l'armée. Il n'a fait que l'entériner.

Par contre, il a causé des dégâts énormes, et l'avenir avec lui s'annonce plutôt sombre.

L'Algérie a-t-elle besoin d'un tel Président ? D'après les analyses qui suivent, certainement pas.

Guerre dollar-euro

La guerre en Irak cache une autre guerre : celle du contrôle de

la monnaie. Dans cette guerre financière, les Etats-Unis tentent de maintenir le dollar comme monnaie unique de référence, en empêchant l'euro de devenir l'alternative à l'hégémonie américaine.

Actuellement, deux tiers des réserves mondiales des banques centrales sont constitués de dollars, plus de la moitié des échanges commerciaux sont libellés en dollar – et le seul pays autorisé à émettre des dollars est les Etats-Unis d'Amérique. En juillet 2002, les banquiers estimaient que les pays du Golfe perdraient pour la seule année 2002, 97 milliards de dollars du fait de la dévaluation de la monnaie américaine par rapport à l'euro.

L'économie américaine est intimement liée au rôle du dollar comme monnaie de réserve et comme monnaie mondiale d'échange depuis les accords de Bretton Woods en 1971. Si les principaux pays exportateurs de pétrole décidaient de procéder à tout ou partie de leurs ventes en euro, les pays consommateurs seraient amenés à vendre une partie des dollars de leurs réserves pour acheter des euros. Le besoin mondial du billet vert

diminuant, le cours du dollar – reposant en grande partie sur son hégémonie – chuterait, privant le pays de son premier bien d'exportation. Le contrecoup serait phénoménal pour l'économie du pays qui, privé de son contrôle monétaire et commercial mondial, ne pourrait plus assumer ses propensions impérialistes.

Dans cette nouvelle guerre financière, l'Algérie doit-elle soutenir le dollar ou l'euro ? La réponse géopolitique et économique semble évidente. Les dernières informations financières officielles estiment l'augmentation de la dette algérienne de 500 millions de dollars, due uniquement à la dévaluation du dollar par rapport à l'euro.

Guerre du pétrole

Le pétrole reste la première source de richesse industrielle. Le contrôle des réserves et des prix du pétrole signifie le contrôle de l'économie mondiale. Le gouvernement des Etats-Unis, inspirés par les intérêts conjoints des multinationales du pétrole et de l'armement, s'est toujours résolument engagé dans le contrôle de la production mondiale.

Aux Etats-Unis, les multinationales n'ont pas besoin d'exercer des pressions sur le gouvernement. Elles sont le gouvernement. Leurs hauts cadres sont ministres, ministres adjoints, sous-secrétaires d'Etat...

Et la rémunération que l'Etat leur verse fait figure d'argent de poche par rapport à ce qu'ils touchent dans le privé. Dans cette guerre du pétrole, les Etats-Unis

ont depuis longtemps pris en otage le monde arabe et sont en train d'étendre leur influence en Afrique.

Selon les prévisions du US National Intelligence Council, les Etats-Unis pourraient importer d'Afrique subsaharienne 25 % de leur pétrole d'ici à 2015, contre 15 % actuellement, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient. De fait, la production monte en puissance dans le golfe de Guinée où de grands gisements offshore sont mis en exploitation et où des découvertes restent à faire. Avec 2 millions de barils/jour, le Nigeria reste de loin le premier producteur du continent. Et s'impose comme le cinquième fournisseur des Etats-Unis en brut, derrière l'Arabie Saoudite, le Venezuela, le Canada et le Mexique.

Il faut, par ailleurs, compter avec la nouvelle puissance montante dans la région, l'Angola, qui, en 2002, a extrait 900 000 barils/jour et va porter sa production à 1,5 million de barils/jour. Plus de 40 % de son pétrole sont exportés aux Etats-Unis. Les gisements géants pétroliers et gaziers sont deux fois plus proches que ceux du Moyen-Orient et beaucoup plus sûrs : ils se trouvent pour les deux tiers à des dizaines de kilomètres en mer, c'est-à-dire à l'abri de troubles et aisément sécurisables par la marine américaine.

The African Oil Policy Initiative Group s'est créé et ce lobby a préconisé que les autorités américaines déclarent la région du golfe de Guinée « zone d'intérêt vital pour les Etats-Unis ». « Le pétrole africain présente pour nous un intérêt stratégique national », a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines.

Les Etats-Unis sont en train de miser gros sur la zone et devraient investir, via leurs pétroliers, de l'ordre de 10 milliards de dollars par an en dix ans. Ils sont présents dans la recherche océanique qui laboure les fonds de la Guinée équatoriale ou de l'Angola. Ils sont à l'origine du pipeline qui permettra d'exporter, à partir de l'été 2003, le pétrole tchadien de Doba depuis le terminal camerounais de Kribi.

Dans un tel contexte, le poids pétrolier de l'Algérie est très réduit. Alors qu'elle a toujours eu un rôle de leader respecté dans la définition de la politique des producteurs de pétrole, sa voix dans l'OPEP, si elle se soumet aux intérêts américains, deviendra insignifiante.

Nouvelle guerre froide

Dans un entretien au *Financial Times*, Tony Blair prononce l'éloge du monde unipolaire où les Etats-Unis et l'OTAN garantissent la paix internationale. Le Premier ministre britannique note que l'émergence d'une puissance compétitrice ramènerait le monde au niveau de division qu'il a connu durant la guerre froide. En conséquence, Blair dénonce la

tentative de l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg de créer une Europe de la défense pour contrebalancer le leadership américain. Depuis la récente fissure au sein de l'OTAN, de nouvelles alliances sont en train de se nouer autour du bassin méditerranéen à vive allure, et notre pays, qui a toujours joué un rôle diplomatique de premier plan, s'en trouve tragiquement absent.

L'Algérie est au confluent des relations euro-arabes et euro-africaines. Les années qui viennent seront décisives grâce à la présence d'un homme fort à la tête de la France, de la trempe de De Gaulle. Les relations franco-algériennes peuvent être pour le monde arabe et l'Afrique ce que sont les relations franco-allemandes en Europe.

Un axe de résistance Nord-Sud qui fédérera de nombreux pays.

En matière de défense et de politique étrangère, compte tenu de la politique colonialiste et humiliante des Etats-Unis envers le monde arabe, les amitiés de Bouteflika sont historiquement déplacées et contraires aux intérêts immédiats de l'Algérie.

Politique nationale

Longtemps parasitée par la lutte contre le terrorisme, la situation politique du pays est à l'image de la Kabylie qui vient de boucler sa deuxième année de désobéissance civile face à l'indifférence royale de Bouteflika et aux égarements d'un Zerhoumi répressif qui est paradoxalement, ou lâchement, laissé seul à gérer ce dossier pourtant explosif pour l'unité nationale. Il est temps que les décideurs et les élites politiques se réveillent.

Avec les ressources naturelles et humaines dont dispose la Kabylie, celle-ci peut atteindre en un temps record le niveau de développement de l'Europe du Sud et devenir un modèle de réussite économique régionale. Et voilà qu'au contraire elle s'autodétruit et voit ses élites et ses investisseurs la fuir. A défaut d'une prise en charge politique et économique rapide de la situation en Kabylie, les autres régions du pays peuvent connaître la même dégénérescence, et là le processus risque de devenir irréversible vers des horizons inconnus et dangereux pour l'unité nationale.

Le mépris affiché par Bouteflika, incapable de se rendre dans la région et de proposer des solutions crédibles et courageuses, prouve son dépassement politique et son incapacité à gérer les enjeux contemporains d'une Algérie moderne. S'il est réélu, le pourrissement de la situation continuera, et la Kabylie vivra encore, durant son deuxième mandat, sous un embargo qui détruira ses structures socioéconomiques.

Economie nationale

Loin des discours apologétiques des médias gouvernementaux qui encensent le bilan de Bouteflika, il est clair que la situation économique est en situation de blocage, de stagnation et d'opacité faute de stratégie clairement définie. Par exemple, l'adhésion de l'Algérie à l'OMC et le processus de privatisation doivent se faire à la lumière d'une lecture politique sans suivre aveuglément des directives commerciales et des mécanismes conçus pour des intérêts qui ne sont pas forcément les nôtres.

Aussi bien vis-à-vis du secteur public que du secteur privé, Bouteflika n'a aucune stratégie claire et explicite, si ce n'est celle de l'investive sporadique mais dévastatrice.

L'affaire Khalifa est un révélateur de la grave crise d'incompétence étatique à gérer une économie devenue trop complexe pour des bureaucrates corrompus qui ne peuvent plus magouiller à leur guise sans conséquences graves pour l'économie nationale.

D'abord, le renflouement des caisses d'El Khalifa Bank par des fonds publics sur injonction (de qui ?) et le laxisme des dirigeants de la Banque d'Algérie et du ministère des Finances sont des crimes économiques qui ne doivent pas rester impunis. Cela ne se serait probablement pas produit à l'époque des holdings, qui assuraient une vigilance et un management stratégiques dans la gestion du secteur public, et que Bouteflika a dissous.

Ensuite, la gestion présidentielle de ce dossier est scandaleuse. Le Président n'a aucun égard ni pour l'espoir de la jeunesse algérienne suscité par les emplois et les perspectives créés par ce groupe, ni pour le développement des banques privées complètement plombées par cette sale affaire. Qui peut aujourd'hui avoir la confiance de déposer ses fonds dans une banque privée ? C'est leur faillite programmée, avec toutes les conséquences que cela implique pour la gestion financière de l'économie nationale.

Enfin, il apparaît de plus en plus que Bouteflika temporise dans le règlement de la crise en se servant de la liste des bénéficiaires des largesses de Abdelmoumène Khalifa comme moyen de chantage de sa réélection. Et c'est bien là tout ce qui l'intéresse.

Après avoir vainement manifesté leur colère et leur indignation contre la guerre en Irak, les peuples européens attendent patiemment les prochaines élections pour régler leurs comptes avec Blair, Aznar, Berlusconi et consorts. Alors que dire du peuple algérien ?

S. L.

*Journaliste

A défaut d'une prise en charge politique et économique rapide de la situation en Kabylie, les autres régions du pays peuvent connaître la même dégénérescence.